

Interview Le Point Afrique

Le Point Afrique : Pourquoi faire le parallèle entre l'Afghanistan et le Sahel? Où se situe le hiatus dans ces pays africains sahéliens?

Le Sahel n'est pas l'Afghanistan. Les pays sahéliens ne sont pas passés à travers 35 ans de guerres et de troubles incessants. Mais malgré l'éloignement géographique et les différences culturelles, le Sahel partage de nombreuses caractéristiques communes avec l'Afghanistan qui ont largement contribué au naufrage de ce pays. Dans les deux cas nous avons en effet une impasse démographique, avec des taux de croissance de la population supérieurs à 3 %, une stagnation de l'agriculture faute de politiques adaptées, conduisant souvent à une crise environnementale et une terrible misère rurale (0,2 % de la population rurale a accès à l'électricité au Niger, moins de 1 % en Afghanistan), un chômage de masse lié à la stagnation agricole et à l'absence d'industries face à des cohortes de jeunes demi-scolarisés arrivant chaque année sur le marché de l'emploi (240 000 au Niger et 400 000 en Afghanistan). Ceci provoque une perte d'espoir des jeunes qui ne parviennent pas à s'insérer socialement. Et puis il faut aussi constater des fractures ethniques et religieuses qui se creusent au lieu de se résorber, une faiblesse voire une absence de l'Etat en dehors des centres urbains et dans les régions périphériques, une grande faiblesse des institutions régaliennes : armée, police, gendarmerie, justice, administration territoriale, et enfin des environnements régionaux extrêmement préoccupants (une Libye qui implose et Boko Haram au Sahel) , la zone de non droit que constituent les territoires du NW au Pakistan.

Face à ces maigres perspectives de l'économie formelle se développe une économie parallèle fondée sur les trafics illicites et l'économie de la drogue : Opium en Afghanistan, trafic de migrants, de cigarettes et de la cocaïne latino-américaine vers l'Europe pour le Sahel. Et enfin le plus grave, c'est la diffusion d'une même vague d'un islam extrémiste inspiré du wahhabisme, financé par les pays du golfe, qui se substitue à un islam local modéré et tolérant. La conséquence de tout ceci est l'enkystement de groupes djihadistes alliant actions sociales, militantisme religieux et gangstérisme, qui entretiennent l'insécurité, prennent progressivement le contrôle de certains territoires et bénéficient de zones de repli quasi inexpugnables dans les pays voisins. N'oublions pas non plus une impasse budgétaire ne permettant pas à ces pays dont les bases fiscales sont très étroites de financer à la fois la restauration de la sécurité et en même temps leur développement et leurs services sociaux.

Le Point Afrique : L'enjeu démographique est fortement présent dans votre ouvrage, pourquoi?

Le continent africain n'a pas véritablement engagé sa transition démographique, à la différence de l'Amérique latine et de l'essentiel de l'Asie. Le taux de fécondité c'est-à-dire le nombre moyen d'enfants par femme est rarement en dessous de 5 et dépasse couramment 7 au Sahel alors qu'il est de l'ordre de 2,2 en Asie et Amérique latine. La population explose en Afrique et dans de nombreux pays a été multipliée depuis les indépendances par un facteur de l'ordre de 6 ou 7. Si l'on appliquait ce facteur à la France notre population serait supérieure à celle des Etats Unis. Ceci ne peut pas continuer à ce rythme :

le cout social pour l'éducation des jeunes, pour la santé, est budgétairement insupportable et cette situation contribue à enfoncer certains pays dans de véritables trappes à pauvreté. Dans les pays du Sahel qui sont les plus fragiles, la démographie conduit directement à une impasse évidente. Au Niger par exemple, la population qui était de 3 millions d'habitants en 1960 à l'indépendance atteint aujourd'hui 20 millions. Mais dans 20 ans elle dépassera largement 40 millions et en 2050, si le taux de fécondité se maintient au même niveau elle sera de 89 millions. Ceci dans un pays où seulement 8 % de la superficie est propice à une agriculture peu productive qui sera en outre affectée par le réchauffement climatique. L'impasse est évidente. Au nord du Nigéria, Boko Haram est largement le produit de ce type de situation : surpopulation, misère rurale, perte d'espoir des jeunes, le cocktail est explosif.

Le Point Afrique : Q'est-ce qui ne va pas dans le discours optimiste ambiant autour de la croissance du continent africain?

Nous sommes passés d'un extrême à l'autre, d'une critique excessive à des éloges également excessifs. C'est vrai, l'Afrique va beaucoup mieux qu'il y a 15 ans. Elle affiche des taux de croissance qui nous font rêver, elle bénéficie d'investissements étrangers massifs, une petite classe moyenne se constitue. L'Afrique est parfois perçue par les investisseurs comme un nouvel eldorado, une nouvelle frontière... Mais d'abord ces bons résultats ne concernent pas tous les pays : il y a l'Afrique qui gagne, et puis aussi celle qui ne gagne pas. Et puis dans l'Afrique qui gagne, tout le monde ne gagne pas : il y reste énormément de misère et d'inégalités. Regardez le Nigéria, le pays le plus riche et le plus peuplé et le plus puissant d'Afrique. Il ne peut maîtriser Boko Haram qui contrôle une zone de la taille de la Belgique.

On peut en fait s'interroger sur le modèle de développement qui est fondé sur les exportations de matières premières brutes avec des prix tirés par la croissance de la Chine. Ce modèle montre maintenant ses limites : Tout d'abord il est très sensible aux variations des prix mondiaux or après 10 ans d'euphorie, nous constatons en ce domaine un retournement général des tendances qui a toutes chances de durer. Mais surtout les taux de croissance économiques phénoménaux correspondent de manière générale à un développement non inclusif dont ne bénéficie qu'une petite minorité et s'accompagnent d'un chômage et d'un sous emploi de masse. On peut donc questionner la soutenabilité politique de ce modèle qui ne crée pas d'emplois, en particulier d'emplois qualifiés, à la hauteur des besoins qui sont définis par une démographie hors de contrôle. Si vous ajoutez à cela les tensions provoquées par certaines pseudo démocraties où les présidents se font élire à vie, le verre n'est même pas à moitié vide...

La zone la plus inquiétante est évidemment le Sahel: La population rurale continue à croître, les tensions foncières s'aiguisent, le modèle de développement agricole extensif fondé sur de longues jachères n'est plus viable et provoque un épuisement des sols. L'intensification agricole est largement en panne faute de politiques adaptées et d'investissements : Il y a là une double responsabilité des bailleurs extérieurs et des gouvernements. Contrairement à ce que l'on croit le développement industriel est lui aussi en panne et l'Afrique ne parvient pas à s'insérer dans les chaînes de valeur de la mondialisation comme l'a fait l'Asie et comme le font les pays émergents. L'Afrique risque donc de passer d'un modèle de

développement fondé sur une agriculture à faible productivité à un modèle fondé sur une économie de services à également faible productivité.

Le Point Afrique : Doit-on vous qualifier d' afro-pessimiste?

Je crois que je suis surtout un réaliste. Je ne me contente pas de chiffres du PIB longtemps gonflés par les prix élevés des matières premières et de taux de scolarisation qui ne riment à rien dans des classes bondées, fréquentées quelques mois par an et où il n'y a pas d'eau courante. Je regarde aussi les taux de pauvreté, la taille des bidonvilles, les taux de desserte en eau potable, le nombre d'années passés en moyenne par les enfants sur les bancs de l'école et enfin je me ballade encore en brousse et dans les « quartiers » ce qui permet de prendre la température. Je n'ai rien d'un pessimiste pour l'Afrique car ce continent n'est nullement condamnée à rester sur le chemin qu'il suit actuellement qui conduit beaucoup de pays à une impasse sociale et politique. Simplement tout comme certains des think tanks africains sérieux comme par exemple l'ACET au Ghana, je pense que contrairement à ce que l'on croit l'Afrique n'est pas sur la voie de l'émergence qui implique une transformation de l'économie. Elle doit désormais changer de direction. Elle le peut. Elle a maintenant les élites pour cela.

Le Point Afrique : Pourquoi mettre en avant la proximité de plusieurs pays sahéliens avec la France, alors que d'autres pays européens connaissent aussi un afflux migratoire sans précédent?

Divers travaux de sociologie et de démographie montrent que les migrants se regroupent auprès des diasporas qui leurs sont proches. Il n'y a pas en France de diaspora afghane significative ce qui explique que ces derniers qui en outre sont anglophones se dirigent vers la Grande Bretagne. Il y a par contre d'importantes diasporas provenant du Sahel francophone en France. Si le Sahel venait dans 10 ou 15 ans à implorer comme la Libye aujourd'hui, nous aurions une situation qui impliquerait sans doute cent cinquante millions de personnes attirées par leurs familles qui sont déjà en France et non vingt millions de syriens que la France n'intéresse pas.

Le Point Afrique : La communauté internationale peut-elle apporter des solutions communes? Quelle rôle la France doit elle jouer dans cette crise qui se profile?

La communauté internationale dispose en fait de deux instruments pour tenter de prévenir la crise qui se profile à l'horizon. L'intervention militaire qui permet comme les pompiers d'éteindre les départs de feu. C'est en certains cas indispensable, nous l'avons constaté au Mali. Mais l'expérience de l'Afghanistan rappelle que ce type d'intervention ne peut à lui seul assurer la sécurité et la stabilité de ce type de pays. Au contraire les armées étrangères sont vite perçues comme des forces d'occupation.

Le deuxième instrument est l'aide au développement. Mais telle qu'elle est organisée il est permis de douter de son efficacité dans ce type de circonstances, puisque l'Afghanistan a de très loin été le pays le plus aidé au monde dans la période 2008/2014 pour le résultat catastrophique que l'on connaît. Il importe maintenant de tirer les enseignements de l'échec occidental en Afghanistan qui est pour une bonne part le produit de nos propres erreurs, politiques, militaires et en termes d'aide, pour ne pas

reproduire au Sahel les mêmes errements. En matière d'aide au développement, la pagaille qui a caractérisé l'intervention dans le plus grand désordre d'une centaine de bailleurs de fonds en Afghanistan, sans stratégie commune, sans coordination, plaide pour une reprise en main par une autorité d'une aide qui doit accepter de se discipliner et de ne pas se comporter, comme me le faisait remarquer un ambassadeur à Kaboul, comme un troupeau de chats, jamais où on a besoin d'eux, en particulier aux abonnés absents pour reconstruire ou consolider de toute urgence l'appareil régalien de ces pays, l'armée, la gendarmerie, l'administration territoriale, la justice.

Le Point Afrique : L'aide au développement a t-elle encore un sens dans ces conditions?

Tout à fait mais elle doit accepter de se discipliner et de changer de logiciel. Il lui faut cesser de suivre des modes, le tout social depuis 10 ans, la croissance verte maintenant et elle doit accepter de se confronter à la dure réalité de ces pays : remettre l'accent sur le développement rural au sens large, le grand oublié des fameux objectifs du millénaire, s'occuper de toute urgence de la reconstruction des institutions régaliennes dont elle s'est toujours désintéressée et enfin intervenir en matière de régulation des naissances ce qui est incontournable au sahel mais qui ne mobilise que 0,2 % des ressources de l'aide internationale ce qui est un scandale..... Notons ici que ce n'est pas l'argent qui manque et que la France ferait mieux de se dégager de son rôle de leader militaire pour assumer le rôle de leader en matière d'aide au développement. Ceci implique de savoir reprendre le contrôle des sommes considérables que nous confions imprudemment aux instances multilatérales et européennes qui ont leurs propres agendas et qui ont échoué en Afghanistan.

Le Point Afrique : Quelles sont vos pistes pour l'avenir?

il faut en fait mettre en oeuvre l'équivalent d'un plan Marshall, par ailleurs plus complexe que l'original car nous avons à faire à des pays largement déstructurés et à faible capacité. Il faut pour cela mobiliser les ressources considérables de l'aide internationale pour consolider ou reconstruire les appareils régaliens ce qui signifie les financer y compris en fonctionnement. Ceci se justifie d'abord pour des considérations budgétaires (cela coûte infiniment moins cher de financer la reconstruction et le fonctionnement d'une armée locale que d'entretenir un corps expéditionnaire). Mais aussi car l'insécurité régionale constitue un mal public mondial qui justifie une mutualisation de la prise en charge des coûts de la sécurité. Ceci dit l'argent ne suffit pas : il faut aussi « renverser la table » en ce qui concerne la remise en ordre des institutions étatiques en proie au népotisme en réintroduisant le mérite dans le choix des dirigeants et le souci d'efficacité dans leur fonctionnement. C'est possible si l'on finance !

Il est aussi urgent de créer au plus vite des emplois dans le secteur rural en doublant ou triplant des budgets inadéquats, en consolidant les institutions du secteur et en mettant en place des politiques adaptées. C'est possible ! En lançant en particulier de grands programmes régionaux de développement rural portant des réponses à l'ensemble des dysfonctionnements actuels ce qui est également parfaitement possible. Il faut bien sûr impérativement s'occuper du planning familial, sujet oublié de l'aide et largement tabou au Sahel ; c'est difficile mais possible, car de nombreux pays musulmans l'ont fait !

Il importe enfin de faire de la consolidation des pays fragiles et du sauvetage des pays en crise la priorité des donateurs internationaux, ce qui implique de changer tout leur logiciel qui est toujours fondé, malgré leurs dénégations, sur les vieilles règles supposées gouverner l'efficacité de l'aide, qui font que l'on aide les pays bien gérés qui n'en ont guère besoin car on ne sait comment aider les pays en difficulté qui eux en ont vraiment besoin... Cela suppose un sérieux ménage dans l'affectation actuelle de notre aide et exige un arbitrage politique à haut niveau. Cela suppose aussi une négociation assez musclée avec les multilatéraux et les européens ce qui est parfaitement possible car on a su le faire en 1993/94 pour la dévaluation du CFA.

Le temps presse maintenant ; or rien ne bougeant, j'ai lancé ce livre comme un pavé dans une mare dormante où seuls nos militaires se débattent comme ils peuvent dans une situation qui sur les bases actuelles est sans issue.